

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

**ASSOCIATION COMITE DE LA CHARTE SOCIALE ALPES 2030**  
Heron Building  
66, avenue du Maine  
75014 PARIS

**ASSOCIATION COMITE DE LA CHARTE SOCIALE ALPES 2030**

Siège social : Heron Building 66, avenue du Maine - 75014 PARIS

**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Assemblée Générale,

**1 - Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COMITE DE LA CHARTE SOCIALE ALPES 2030 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**2 - Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

**3 - Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe qui expose les changements

de méthodes comptables relatifs à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03.

#### **4 - Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **5 - Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes de l'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

#### **6 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

## **7 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 12 juin 2026

**Le Commissaire aux Comptes**

**NSK AUDIT**

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, rounded initial 'M' followed by a horizontal line and a small upward stroke at the end.

Manuel Navarro

**Comité de la charte sociales Alpes 2030**  
**Exercice clos au 31/12/2025**

ACTIF (EUR)	2025			2024
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
<b>Immobilisations incorporelles</b>			0	0
Frais de développement				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>			0	0
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel & outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	2 974	2 974	0	958
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL II</b>	<b>2 974</b>	<b>2 974</b>	<b>0</b>	<b>958</b>
ACTIF CIRCULANT				
<b>Stocks et en-cours</b>				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres créances	0		0	60 000
Charges constatées d'avance				250
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	42 740		42 740	70 715
<b>TOTAL III</b>	<b>42 740</b>	<b>0</b>	<b>42 740</b>	<b>130 965</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>45 714</b>	<b>2 974</b>	<b>42 740</b>	<b>131 923</b>

**Comité de la charte sociale Alpes 2030**  
**Exercice clos au 31/12/2025**

<b>PASSIF (EUR)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>		
Autres		
Report à nouveau	378	75 779
<i>Exédent ou déficit de l'exercice</i>	25 987	-75 402
Situation nette (sous total)	<b>26 364</b>	<b>378</b>
<i>Fonds propres consommables</i>		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIES</b>		
<i>Fonds reporté liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>		
<b>TOTAL II</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL III</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 376	51 545
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		80 000
<b>TOTAL IV</b>	<b>16 376</b>	<b>131 545</b>
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>42 740</b>	<b>131 923</b>

**Comité de la charte sociale Alpes 2030**  
**Exercice clos au 31/12/2025**

COMPTE DE RESULTAT	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	92 000	195 578
Versement des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits		
<b>Total I</b>	<b>92 000</b>	<b>195 578</b>
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	65 056	269 889
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires		
Cotisations sociales		
Dotation aux amortissements et aux dépréciations	958	992
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Report en fonds dédiés		
Autres charges		99
<b>Total II</b>	<b>66 013</b>	<b>270 980</b>
<b>1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>25 987</b>	<b>-75 402</b>
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total III</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
trésorerie		
<b>Total IV</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2 - RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>25 987</b>	<b>-75 402</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
<b>4- RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>92 000</b>	<b>195 578</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>66 013</b>	<b>270 980</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>25 987</b>	<b>-75 402</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	220 272	220 272
<b>TOTAL</b>	<b>220 272</b>	<b>220 272</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	220 272	220 272
<b>TOTAL</b>	<b>220 272</b>	<b>220 272</b>



# **Annexe aux comptes du Comité de la Charte Sociale Alpes 2030 au 31 décembre 2025**

Les notes et tableaux présentés, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025 dont le total est de 42 740 euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un bénéfice de 25 987 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01 Janvier au 31 décembre 2025.

## **I - Description de l'objet social de l'entité, des missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre**

Le Comité de la Charte Sociale Paris 2024, constituée en Association le 3 décembre 2020, a pour objectif de mettre en œuvre (conformément à l'article 1 de la Charte Sociale) les engagements pris par les organisateurs des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris pour 2024 : Faire des jeux Olympiques et Paralympiques 2024, un évènement socialement et économiquement exemplaire.

- Mettre en place une gouvernance et un pilotage de travail des salariés au cœur de l'impact socio-économique des Jeux Olympiques et Paralympiques.
- Favoriser le développement des compétences et la sécurisation des parcours professionnels des salariés et des bénévoles engagés dans l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques.
- Faire du sport, à travers l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques, un moteur de développement social, économique et solidaire.

Le Comité s'appuie sur l'expertise et l'expérience de ses membres pour apporter ses propositions et suggestions dans les domaines économiques et sociaux liés aux 16 engagements de la Charte Sociale.

Depuis le 24 novembre 2025, l'Association a pour objet la promotion, telle que définie par le Comité de la Charte Sociale, des engagements sociaux, économiques et environnementaux des Jeux Olympiques et Paralympiques :

- Mettant en place une gouvernance et un pilotage qui assurent l'exemplarité sociale des Jeux Olympiques et Paralympiques Alpes 2030 ; plaçant l'emploi de qualité et les conditions de travail des salariés au cœur de l'impact socioéconomique des Jeux Olympiques et Paralympiques Alpes 2030 ;
- Favorisant le développement des compétences et la sécurisation des parcours professionnels des salariés et des bénévoles engagés dans l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques Alpes 2030 ;
- Faisant du sport, à travers l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques Alpes 2030, le moteur d'un développement économique, social et solidaire.
- Garantissant un héritage économique et social durable des Jeux Olympiques et Paralympiques Alpes 2030.

Faisant de la transition écologique et des mobilités durables le cœur des Jeux Olympiques et Paralympiques Alpes 2030.

L'association n'est pas fiscalisée et est régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Le siège de l'association est situé depuis le 11 avril 2025 au 66, Avenue du Maine - 75014 Paris

## **II – Faits caractéristiques**

### **2.1. Faits marquants de l'exercice**

Cet exercice est le dernier concernant les Jeux Olympiques à Paris 2024, L'association sera désormais axée sur les Jeux olympiques en 2030, dans les Alpes.

La dénomination sociale de l'association a été modifiée par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 novembre 2025 en « Comité de la Charte Sociale Alpes 2030 ».

Cette AGE a également modifié l'objet de l'association, sa durée et la composition de ses membres.

### **2.2. Faits postérieurs à l'exercice**

Aucun événement n'est à signaler.

## **III – Principes, règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels sont établis conformément aux principes fondamentaux :

- De prudence,
- De permanence des méthodes d'un exercice à l'autre à l'exception des points évoqués dans le paragraphe changement de méthode comptable
- D'indépendance des exercices et de continuité d'exploitation,
- D'évaluation aux coûts historiques.

Les comptes annuels au 31 décembre 2025 ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022 de l'Autorités des Normes Comptables, et le règlement n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations de l'Autorité des Normes Comptables, tel que modifié par le règlement ANC N°2023-03 du 07 juillet 2023.

### **Changement de méthode comptable**

Les règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 modifient respectivement le plan comptable général et le plan comptable des personnes morales de droit privé à but non lucratif et s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025. La première application des règlements ANC n°2022-06 et n° 2023-03 constitue un changement de réglementation comptable, et donc un changement de méthode comptable, y compris lorsque les conséquences de ce changement n'ont d'incidence que sur la présentation des états financiers.

Ces nouveaux référentiels n'ont aucun impact sur les comptes annuels 2025 de l'association.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles.

## **IV – Notes sur le Bilan**

### **ACTIF**

#### **4.1. Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Tableau des mouvements des immobilisations (montants bruts en euros)

IMMOBILISATIONS	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
<b><u>Immobilisations corporelles</u></b>				
Matériel Divers & Informatique	2 973,67	-	-	2 973,67
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>2 973,67</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 973,67</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 973,67</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 973,67</b>

#### 4.2. Amortissement des immobilisations

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées de vie prévues.

AMORTISSEMENTS	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
<b><u>Immobilisations corporelles</u></b>				
Matériel Divers & Informatique	2,015,91	957,76	-	2,973,67
<b>Total des Amortissements sur immobilisations corporelles</b>	<b>2,015,91</b>	<b>957,76</b>	<b>-</b>	<b>2,973,67</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2,015,91</b>	<b>957,76</b>	<b>-</b>	<b>2,973,67</b>

Immobilisations	Durée d'amortissement
Matériel Divers & Informatique	3 ans

#### 4.3 Disponibilités

SOLDE DEBITEUR DE BANQUES (en euros)	Au 31/12/2025
Banque CIC	42 740,16
<b>Total</b>	<b>42 740,16</b>

Les liquidités disponibles en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

#### **PASSIF**

#### 4.4 Fonds associatifs

Conformément à l'assemblée générale du 11 Avril 2025, le résultat de l'exercice 2024 a été affecté en totalité au compte de report à nouveau créditeur, faisant ainsi passer les fonds associatifs à 377,50 €.

#### 4.5. Etat des dettes

Les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

ETAT DES DETTES (en euros)	Montant brut	Échéances		
		jusqu'à 1 an	à plus d'1 an	à plus de 5 ans
Fournisseurs	3 608,83	3 608,83	-	-
Fnp – Factures non parvenues	12 767,07	12 767,07	-	-
	<b>16 375,90</b>	<b>16 375,90</b>	-	-

#### 4.6. Charges à Payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan

CHARGES A PAYER (en euros)	31/12/2025
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 767,07
	<b>12 767,07</b>

Les fournisseurs et charges à payer sont enregistrés en fonction de l'engagement réalisé à la clôture de l'exercice.

### V – Notes sur le compte de résultat

Les subventions d'exploitation comptabilisées sur l'exercice 2025 correspondent aux montants notifiés par les financeurs.

A noter qu'un supplément de 12 000 € a été versé de la part du COJO Paris 2024.

### VI – Autres informations

#### 6.1. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes inscrit au compte de résultat s'élève à 3 456,00 euros TTC.

#### 6.2. Engagements hors bilan

Aucun engagement n'est recensé au 31 décembre 2025.

#### 6.3 Contributions volontaires en nature

L'association a bénéficié en 2025 de contributions volontaires en nature provenant d'organisations syndicales et patronales et a décidé de les valoriser et de les comptabiliser au pied du compte de résultat. Cette valorisation a été déterminée en fonction des temps passés par les bénévoles des organisations syndicales et patronales.

Ces contributions volontaires ont été valorisés pour un montant global de 220 272 euros (U2P, CPME, FO, CFE-CGC, CFTC, chacune pour 5% respectivement ainsi que CFDT, CGT et MEDEF, chacune pour respectivement 25%).